

RÈGLEMENT 2011-13

DÉCRÉTANT LES TRAVAUX D'ASPHALTAGE SUR LE CHEMIN PRESTON, SUR UNE DISTANCE DE PLUS OU MOINS 500 MÈTRES, DÉCRÉTANT UNE DÉPENSE DE 60 000\$ ET UN EMPRUNT N'EXCÉDANT PAS 60 000\$ À CETTE FIN ET APPROPRIANT EN RÉDUCTION DES SUBVENTIONS ESTIMÉES À 15 000 \$.

ATTENDU que le Conseil juge opportun de procéder à des travaux de pavage sur une distance de plus ou moins 300 mètres à l'intersection du chemin Preston et de la route 321 et à procéder à des travaux d'application de traitement de surface sur une distance de plus ou moins 200 mètres à partir du kilomètre 2.3 sur le chemin Preston ;

ATTENDU que, dans le cadre du programme « Taxes d'accise, le coût de ces travaux est admissible à une subvention de 15 000 \$ et qu'il y a lieu de se prévaloir de cette aide financière et de décréter l'exécution de ces travaux et une dépense et un emprunt n'excédant pas 60 000\$;

ATTENDU que l'avis de motion du présent règlement a été dûment donné lors de la séance ordinaire du conseil tenue le 8 juillet 2011;

Le conseil décrète ce qui suit :

ARTICLE 1. TRAVAUX

Le conseil est autorisé à procéder aux travaux d'asphaltage de deux parties du chemin Preston sur environ 500 mètres au total, selon les plans et devis préparés par monsieur Pierre Beaudry, directeur des travaux publics.

ARTICLE 2. DÉPENSES ET EMPRUNTS

Pour les fins du présent règlement et suivant l'estimation détaillée, incluant les frais incidents, les imprévus et les taxes, préparée par monsieur Pierre Beaudry, datée du 26 août 2011, lesquels font partie intégrante du présent règlement comme annexe « B », le conseil est autorisé à dépenser et emprunter des sommes ne dépassant pas 60 000 \$ pour un terme de 5 ans ;

ARTICLE 3. COMPENSATION POUR UN MONTANT ÉGAL

Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est par le présent règlement exigé et il sera prélevé, annuellement durant le terme de l'emprunt, de chaque propriétaire d'une unité d'évaluation imposable situé à l'intérieur du bassin de taxation décrit à l'annexe « C » jointe au présent règlement pour en faire partie intégrante, une compensation pour chaque unité d'évaluation imposable dont il est propriétaire.

Le montant de cette compensation sera établi annuellement en divisant les dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles de l'emprunt par le nombre d'unités d'évaluation imposables dont les propriétaires sont assujettis au paiement de cette compensation.

Pour les fins de l'article 3 du présent règlement, la compensation afférente à une unité d'évaluation imposable et exigible d'un propriétaire n'est pas affectée par le regroupement, le morcellement, le démembrement ou la modification de cette unité d'évaluation et la compensation afférente à ces unités d'évaluation modifiées est alors calculée de la façon suivante:

- 3.1 Si deux ou plusieurs unités d'évaluation sont regroupées, la nouvelle unité créée est réputée valoir un nombre de compensations égal au total des compensations des unités existantes avant le regroupement, déduction faite, le cas échéant, des anciennes unités exemptes de taxes;
- 3.2 Si une unité d'évaluation est démembrée partiellement au profit d'autres unités existantes, la compensation afférente à l'unité démembrée n'est pas affectée;

ARTICLE 4. PAIEMENT UNIQUE

Tout propriétaire ou occupant de qui est exigée la compensation en vertu de l'article « 3 » peut être exempté de cette compensation en payant en un versement la part de capital relative à cet emprunt, avant la première émission de cet emprunt ou toute émission subséquente, s'il y a lieu et qui aurait été fournie par la compensation exigée à l'article « 3 ».

Le paiement doit être effectué avant le 1^{er} Avril 2012. Le prélèvement de la compensation exigée par le présent règlement sera réduit en conséquence. Ce paiement doit être fait conformément aux dispositions de l'article 1072.1 du Code municipal du Québec.

Le paiement fait avant le terme susmentionné exempt l'immeuble de la compensation pour le reste du terme de l'emprunt fixé dans le règlement.

ARTICLE 5. AFFECTATION

S'il advient que le montant d'une affectation autorisée par le présent règlement et prévue à l'annexe « B » est plus élevé que le montant effectivement dépensé en rapport avec cette affectation, le conseil est autorisé à faire emploi de cet excédent pour payer toute autre dépense décrétée par le présent règlement et pour laquelle l'affectation s'avérerait insuffisante.

ARTICLE 6. RÉDUCTION DE L'EMPRUNT

Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété par le présent règlement la subvention estimée à 15 000 \$ qui lui sera versée à même le programme « TECQ » pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement ainsi que le remboursement de la TPS et de la TVQ afférente aux dépenses.

ARTICLE 7. ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

David Pharand
Maire

Claire Dinel, gma
Directrice générale

Certificat de publication

Je soussignée, certifiée sous mon serment d'office que j'ai publié le règlement no 2011-13 en affichant une copie aux endroits prévus sur le territoire de la municipalité de Duhamel, entre 8h00 et 16h00 le 14 septembre 2011.

Et j'ai signé à Duhamel ce 14 septembre 2011

Monique Dupuis,
Secrétaire-trésorière adj.

PROCÉDURE	DATE	NUMÉRO
Avis de motion	8 juillet 2011	
Adoption du règlement	2 septembre 2011	11-09-16443
Avis public d'entrée en vigueur	8 août 2011	
Amendé par le règlement		
Abrogé par le règlement		

DÉPÔT DU CERTIFICAT – TENUE DE REGISTRE RÈGLEMENT 2011-13

Suite à la procédure d'enregistrement des personnes habiles à voter sur le règlement **numéro 2011-13, décrétant les travaux d'asphaltage sur le chemin Preston, sur une distance de plus ou moins 500 mètres, décrétant une dépense de 60 000\$ et un emprunt n'excédant pas 60 000\$ à cette fin et appropriant en réduction des subventions estimées à 15 000\$,** tenue le 07 octobre 2011 demandant qu'un scrutin référendaire soit tenu.

Je, Monique Dupuis, secrétaire-trésorière adjointe, de la municipalité de Duhamel, certifie que le nombre de personnes habiles à voter lors du scrutin référendaire est de : 90

Que le nombre de demandes requis pour qu'un scrutin référendaire soit tenu est de : 19

Que le nombre de demandes faites est de : 19

Qu'un scrutin référendaire doit être tenu.

Lecture faite

En foi de quoi, je signe le présent certificat à Duhamel, le 11 octobre 2011

Monique Dupuis
Secrétaire-trésorière adj.